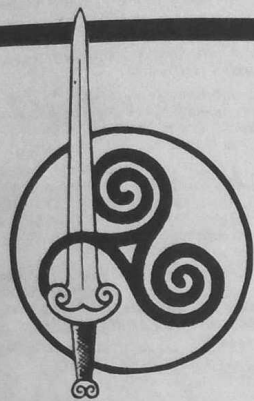


Directeur gérant :  
A. Piau  
Numéro 5  
1ère année  
juin 1982  
Prix de vente : 5 FF

# DOUAR BREIZH



# république bretonne

## EDITORIAL

### LA GRANDE PEUR

Les français ont peur. Ils sentent que tout autour d'eux s'effrite ; que le nid dans lequel ils se sentaient au chaud se défait peu à peu. Que se passe-t-il ? Le chômage progresse, la crise sociale se prolonge ; la droite et la gauche ont essayé de résoudre le problème, et ils ont échoué. Les jeunes, leurs héritiers, leurs enfants, ont en face de l'avenir des réactions de désespérés.

Les français ont peur. Non pas seulement parce qu'ils pressentent le déclin de leur force et de leur confiance en eux-mêmes. Ils pressentent aussi que ceux qui vont les remplacer sont déjà là, attendant le jour où ils devront se dévoiler et les vaincre. Les français tentent d'exorciser par des mots cette force neuve qui s'affermi chaque jour. Ils disent : ce sont des terroristes, ce sont des marginaux, ce sont des fous. Mais l'exorcisme ne sert à rien.

En Bretagne, cette force jeune qui représente l'enthousiasme, la joie et surtout l'avenir, ce sont les batisseurs de nation, tous ceux qui, par leurs paroles et leurs actes, en public ou dans la vie quotidienne, contribuent à la construction d'une République Bretonne.

En Bretagne, ceux qui se disent séparatistes et adhèrent au projet républicain sont de plus en plus nombreux. De plus en plus nombreux aussi sont ceux qui se sentent des devoirs élevés envers leur pays et leur peuple, et qui refusent, en tant que bretons, de devenir des mercenaires, des soldats français.

Les français, eux, n'ont plus rien à construire ; ils n'ont plus qu'un confort fade à sauvegarder. En désespoir de cause, ils s'intéressent (ils "soutiennent", comme ils disent) aux plus défavorisés, aux polonais, aux cambodgiens, aux peuples exotiques dont la misère, vue de loin, a un côté pittoresque. Croient-ils ainsi justifier leur stérilité et excuser leur stagnation face à l'humanité en marche, cette humanité en marche que constituent, en Asie, en Amérique, en Europe ou ailleurs, les batisseurs de Nations ?

Alors les français frappent, n'importe où, aveuglément. Ils emprisonnent, ils essayent de briser, ils essayent de salir. Mais leurs coups sont de moins en moins rationnels. Ils sont désormais trop vieux, leur gloire est fanée, leurs gestes sont tremblants et maladroits, leurs cerveaux sclérosés. Les fanatiques de la Bretagne Française ne sont plus maintenant que des nostalgiques, incapables de créer, de s'ouvrir aux nouvelles situations.

Il se peut que, par la répression et la force d'inertie, la Bretagne reste française bien des années encore. Mais la France n'est plus chez nous qu'une vieille écorce sèche et stérile dont un jour la jeune Bretagne se dégagera.

### DROITS DES NATIONS

"Il y a deux sortes de nations : les légales et les illégales. Il y a donc deux sortes de nationalistes :

- Ceux qui se revendiquent d'une nation victorieuse et souveraine seront des patriotes ;
- Ceux qui se revendiquent d'une nation trahie et vaincue seront des terroristes.

Pour les premiers tous les moyens sont décrétés nobles et glorieux.

Pour les autres, indifféremment ils seront bas et méprisables. Il leur sera tenu pour crime d'aimer la terre de leurs ancêtres".

ROSEN TSARINE  
(LE NOUVEAU MONDE)



## SOMMAIRE

SYMBOLISME DE L'ÉPÉE

IRLANDE : LA LUTTE CONTINUE...

RÉPUBLIQUE BRETONNE À RENCONTRÉ

FÉLIX KAPIKURA

AR BREZHONEG HA BREIZH HIZIV

LE CARNET

CONGRÈS S. P. V.

# CELTIE

## LE PARTI NATIONALISTE DE CORNOUAILLES PARTY KENETHLEGEK KERNOW :

Le Cornish Nationalist Party doit sa fondation à un manque total de structure nationaliste véritable en Cornouailles. Certes le parti "Mebyon Kernow" ( - fils de Cornouailles) existait déjà, mais bon nombre de ses adhérents de l'époque le définissaient comme un mouvement politico-culturel, les plus hardis comme un groupe de pression.

En 1974, aux élections parlementaires, James WHETTER, l'unique candidat présenté par Mebyon Kernow aux élections générales, ne recevait de son parti que peu de soutien, pour ne pas dire aucune aide. Il était clair que toute approche politique de la situation cornique était repoussée par ceux-là même qui auraient dû la promouvoir. Car s'il est compréhensible qu'un parti se refuse à toute confrontation électorale, pour quelque raison que ce soit, il est beaucoup moins aisé d'admettre qu'il ne soutienne son unique représentant !

Logiquement, James WHETTER quittait Mebyon Kernow et créait le 28 Mai 1975 le Cornish Nationalist Party - Party Kenethlegek Kernow. Peu de temps après sa formation, le C.N.P. publiait sa revue "An Baner Kernewek" ( - le drapeau cornique) créait une branche Nord-Américaine et participait à de nombreuses conférences inter-nationales.

### Le C.N.P. DEPUIS 1975 :

Depuis sa fondation, le C.N.P. s'est progressivement développé, introduisant petit à petit l'idée nationaliste en Cornouailles - disons plutôt une certaine idée nationaliste, d'autres groupes existant en Cornouailles -. Parallèlement, il s'étendait à travers le Monde, puisqu'il possède des branches dans plusieurs régions du globe (Amérique, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud, Europe, Bretagne, et Angleterre) et de nombreux correspondants en France, Catalogne, Ecosse, Australie et Zimbabwe. De même son activité internationale s'amplifie-t-elle par la participation à de nombreuses conférences dont plusieurs en Bretagne. Le bilan semble donc assez prometteur, puisque le C.N.P. fait état de quelques 300 membres (population cornique - 420 000 H.). Enfin, les récents résultats obtenus aux élections des "County Councils" laissent espérer une future représentation, James Whetter ayant obtenu 37 % des voix contre un conservateur (parti actuellement au pouvoir en Angleterre) et deux autres candidats du C.N.P. ayant atteint les 10 %.

### LES OBJECTIFS DU C.N.P. :

Le C.N.P. se considère comme un parti à vocation gouvernementale, et entend caractériser la politique de la future Cornouailles indépendante. Les objectifs du C.N.P. se cristallisent autour de deux axes principaux : l'Etat Cornique Indépendant et la Confédération Celtique.

L'Etat Cornique sera considéré comme une autorité souveraine et indépendante exerçant un contrôle total dans les limites traditionnelles de la Cornouailles. Pratiquement, le C.N.P. pense qu'il est possible et souhaitable d'atteindre l'indépendance par des progrès constitutionnels successifs (dévolution, autonomie puis indépendance). En cela, le C.N.P. est très proche de nombreux partis nationalistes, Britanniques ou autres. Mais ce qui caractérise le plus le programme de ce parti, c'est son option résolument interceltique. En fait, le C.N.P. apparaît autant comme un parti celtique que nationaliste cornique.

"Le C.N.P. lutte pour l'établissement d'une Confédération Celtique, regroupant les six pays celtiques par le biais d'institutions et de liens communs... De telles organisations communes pourraient être créées dans des domaines aussi divers que la législation, les échanges monétaires, la défense, la diplomatie..."

Ce que propose le C.N.P. n'est en fait que l'amplification de ce qui existe déjà à l'état embryonnaire, la Solidarité interceltique. Cette démarche ne s'arrête pas à ces quelques contours flous d'une éventuelle Confédération ; le programme prévoit aussi :

- la reconnaissance des tribunaux interceltiques comme des cours d'appel finales et donc comme des instances supérieures aux juridictions corniques.
- une participation cornique à la création d'une force armée interceltique de défense
- une représentation diplomatique unitaire pour certains pays.

Par mise en place de telles structures, le C.N.P. entend atteindre plusieurs objectifs ; la reconnaissance d'une unité fondamentale celtique et la possibilité, par la création immédiate d'une confédération, d'échapper aux néocolonialismes anglais, français, américains ou russes.

Un tel programme interceltique fait que le C.N.P. ne peut en aucun cas se désolidariser des combats et luttes d'indépendance des autres pays celtiques ; car, pour la création d'une telle confédération, il est impératif que la majorité des six pays soient déjà libérés de leurs colonisateurs. Le C.N.P. ne peut donc que considérer le combat des Bretons pour leur indépendance comme le sien, quelque soit la forme de lutte choisie. (FLB. Insoumission bretonne, élections, ou séparatisme à visage découvert comme le S.P.V.).

Le C.N.P. espère donc pouvoir entretenir de très bonnes relations avec les républicains bretons en attendant que les échanges puissent se faire entre deux états indépendants.

### KERNOW HA BRETEN VYGHAN DYGABESTER !

### PAYS DE GALLES :

Dans une lettre adressée au S.P.V. le parti nationaliste gallois, PLAID CYMRU, précise par l'intermédiaire de son secrétaire général Dafydd WILLIAMS qu'il soutient ardemment le peuple Breton et défend l'idée d'une Bretagne libre. Dafydd WILLIAMS ajoute qu'il attend avec impatience le jour où un mouvement breton fort et uni mènera la Bretagne vers l'indépendance.

### LA MORT DU CUAB

Enfin ! Quelques esprits lucides viennent de tirer un trait définitif sur la piètre aventure du CUAB. Coupable d'échec, ils le remettent au placard déjà bien rempli des organisations bretonnes inadaptées et retardataires.

Machine à masquer les vrais élevages entre Bretagne et France, à entretenir l'illusion sur les soi-disants bonnes intentions du pouvoir, entreprise de mendicité qui voulait nous faire prendre des vessies pour les lanternes, des politiciens français pour des patriotes bretons, le CUAB vient de mourir de mort naturelle le samedi 15 mai par un bel après-midi de printemps.

Les quelques attardés qui s'accrochent à sa dépouille ne pourront plus faire croire aux bretons qu'un pouvoir français puisse accepter une Bretagne forte avec la Loire Atlantique et octroyer la réunification sur un plateau... même avec des roses !

Le CUAB est mort ! Vive la Bretagne réunifiée !

PLB

L. BADOUEL  
11 rue Charles de Gaulle  
56140 MALESTROIT

22 avril 1982

Monsieur J.M. Le Manac'h

Cher compatriote,

J'ai traduit tant bien que mal le petit encadré "Lizher" paru sous votre signature dans "Douar Breizh" - "République Bretonne" N° 3 d'Avril 82.

Il vous est loisible de ne pas exprimer, ou plutôt préciser davantage votre pensée ; quant à moi, j'estime normal qu'un journal se disant exclusivement breton se fasse un devoir d'insérer tous les avis de manifestations exclusivement bretonnes quelles que soient les opinions des demandeurs.

Ceci, naturellement, en fonction des possibilités de parution. La Bretagne est constituée par des vrais Bretons de tous les horizons politiques ou confessionnels ; n'êtes-vous pas d'accord ?

Avec l'assurance de mes sentiments bretons.

DIWAN  
29214 Treglonoù  
(98) 04.05.42

Cher(e) ami(e),

Vous avez montré par votre soutien financier à Diwan, tout l'intérêt que vous portez à la langue bretonne et à son enseignement.

Complémentairement à notre action dans les écoles, nous pensons qu'il est nécessaire d'introduire le breton dans les activités professionnelles, culturelles et de loisirs.

En effet pourquoi n'y aurait-il pas de stages de voile, d'équitation, des ateliers d'activités manuelles, des stages de formation continue... en breton ? Notre langue serait-elle réservée aux cours du soir et aux bancs de la faculté ?

Pour réaliser cette idée, il fallait des locaux et des moyens. Une société civile immobilière constituée en 1980 a permis d'acquérir des bâtiments (une ancienne école privée à Treglonoù 29). Cette SCI à capital variable se comporte comme un GFA et autorise l'entrée de nouveaux adhérents à tout moment. Actuellement 1900 parts constituent son capital.

Pour faire face aux échéances du prêt (4500 F/mois) pendant 7 ans et se donner les moyens d'une part d'autofinancement pour l'aménagement du centre, il est souhaitable d'augmenter rapidement le capital de 1000 nouvelles actions.

Quels sont nos projets ? Quelle est la situation actuelle ? En 1981 nous avons réalisé 17,5 millions de travaux, en 1982 une tranche de 70 M est en cours.

De nouvelles subventions, que nous avons de bons espoirs d'obtenir en 1983 nous permettent de prévoir un début des activités du centre dans 1 an.

Cette réussite dépend de nous tous, et donc de votre propre collaboration.

En acquérant 1 ou plusieurs parts, ou en augmentant votre participation si vous êtes déjà actionnaire, vous contribuerez à la mise en route du 1er Centre Culturel Breton "Oaled Diwan".

N'hésitez donc pas à remplir le formulaire ci-joint, et invitez vos amis à faire la même démarche.

C'est un combat que nous menons, ensemble nous le gagnons.

D'avance merci.

Diwan Breizh.

### Office des céréales contre éleveurs bretons.

Les fabricants d'aliments de bétail sont en colère et il y a de quoi !

En effet, l'ONIC (Office national interprofessionnel des céréales) a refusé dernièrement de supprimer la taxe sur le stockage des céréales, payée par les utilisateurs en aval. Taxe qui s'élève à 25 millions de francs, à la charge des fabricants d'aliments de bétail et des éleveurs.

Mais à qui profite l'ONIC ?

Cette taxe sert à payer les organismes d'intervention des céréales organismes mis en place afin d'éviter les trop fortes fluctuations des cours (comme pour le porc aujourd'hui) et de maintenir un prix de vente suffisant pour les céréaliers français. Cela signifie que les consommateurs (en fin de circuit l'éleveur, car il est évident que les fabricants d'aliments répercuteront cette charge sur leurs prix de vente) paient une large part des frais de fonctionnement d'un service dont les avantages reviennent aux céréaliers français.

De qui se moque-t-on ?

Bien sûr de l'éleveur et entre autres de l'éleveur breton.

Ce fait parmi bien d'autres révèle que la politique agricole française est bien partisane et sélective. On peut aussi s'étonner que le syndicalisme en Bretagne ne relève pas de telles injustices.

Quant à nous, nous affirmons que seule une République Bretonne pourrait donner à notre agriculture cette indépendance nécessaire afin de commercer avec qui nous voulons, et qu'on en finisse avec la mafia des gros bonnets de la céréale française.

La commission agriculture du S.P.V.

# BULLETIN D'ABONNEMENT !

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

Je désire m'abonner au journal DOUAR BREIZH REPUBLIQUE BRETONNE.

Veillez trouver ci-joint un chèque, mandat, CCP, ou autre moyen de virement pour un abonnement

Abonnement minimum : 50 F Abonnement logique : 100 F DE SOUTIEN : 150 F

Pour l'étranger, l'abonnement est porté à 70, 120, 170 etc...

tout courrier est à envoyer à l'adresse suivante : DOUAR BREIZH REPUBLIQUE BRETONNE

2, Villa Bourg, 11, rue 35 000 RENNES



# brezhoneg ha breizh

## PENNAD KAOZ GANT PER DENEZ

N'eo ket ret displegañ piv eo Per Denez. Anavezet awalc'h e breizh evit chom hep e ober. Gwelloc'h eo Mont eun d'ar pezh a vezer Dedenet gant : al labour graet evit ar brezhoneg, e sonj war amzer da zont hor yezh

R.B. — Sammet oc'h gant al labour...

P.D. — Ma, labourat a reer kalzik. Bez e c'hellout lavarout aman e vez graet kalz skolioù e-pad an hanv evit ar re o deus c'hoant da zeskñ Brezhoneg, skolioù a vez graet en un doare modern, e-lec'h ma vez lakaet an dud da labourat kalet ; met me sonj din e teu an dud-se da gaout ac'honan just evit labourat kalet, labourat eizh pe nav eurvezh an dervezh evit deskiñ ar yezh.

Bez ez eus da gentan ar staj a vez graet e skol veur Roazhon, aze e fin miz mezheven ha pen-kentan miz gouere e-pad ur sizhun, hag a zo renet gant ar pezh a zo anvet "formation continue" stummadur da badout ; aze eo ret skrivañ evit lakaat an hanv.

Bez ez eus ivez ar staj a vez graet ganeomp en an orian er sizhun a raok gouelioù bras ar bed keltiek ; hag evit en em skrivañ aze eo ret kas ur lizher da "institut consulaire" An Orian. A hed an hanv e vo stajou a seurt-se N'eus ket da zisionj evel just ar skol hanv koshañ, a zo Kamp Ar Vrezhonegerien, hag a vez graet bremañ bep bloazh, e-pad dek devezh a fin miz gouere e Skaer. Aze, evit lakaat an anv da vont er skol-se, e ranker skrivañ da gkamp evit ar pezh a vez graet e-pad an hanv evit ar Brezhoneg.

Bremañ er skol veur, c'hwil car, hon eus gounezet kaout al "licence" kaout an aotregezh. Ezhomm a oa deus an dra-se, sur mat, peogwir ez eus 340 den, o deus lakaet o anv evit tremen al "licence". An dud n'int ket stag ouzh ar skol veur ne ouzout ket gwall vat petra eo tri c'hant daou ugent den. Met n'eus ken sonjal : n'eus nemet 16 den hag o deus lakaet o anv evit tremen ul "licence" lizhiri klasel, da lavaret Latin, Gresianeg ha Galleg ; ar pezh a ziskouez e peseurt stad emañ ar gevrenn e-kenver ar c'hevrennoù all. Rak, pa lavarer d'an dud ez eus 340 a zo enskrivet evit ar brezhoneg ne wellont ket gwall vat petra eo ur siff evel-se.

Evit ar Galleg da skouer ez eus 92 ; evit ar Portugaleg ez eus 14 ; evit an Douaroniezh 31 ; ha zoken kevrennoù hag a zo brasoc'h evel ar Saozneg er Saozneg ez eus 380, hag e psikologieg 273, e sokologieg 88.

Evel just, ar bloavezh kentañ eo hon eus un aotregezh. Setu hon eus Bet kalz er bloavezh kentañ. Me sonj din e vo kalz ivez er bloazh a zeu.

Ne yelo ket a chifir se war ziskenn. Peogwir aze ez eus ezhommoù ha c'hoantou a zo o c'hortoz bezañ doujet abaoe bloavezhioù ha bloavezhioù Hag evit ar bloavezhioù, ma'z eus un aotregezh, e vo kalz tud o lakaet o anv evit kaout anezhi, evit deskiñ Brezhoneg. Ni hon eus ivez ur vestroniezh da lavarout eo an trede hag ar pevare bloavezhioù skol veur a c'hell bezañ graet e brezhoneg, ar pezh a zo a-bouezh : morse n'eus bet an dra-se araok.

Neuze, petra a zo c'hoazh da gavout ? Bez ez eus daou dra hag a vank : Bez' ez' eus ar C'Hapes. Rak morse ne vo kelenner ar Brezhoneg er skolioù eil derezh keit ha ma vo ret klask ur c'helenner bep bloazh : n'eus ket da zantenn d'an dra-se. Bez e rank bezañ kelennerien evit ar brezhoneg, evit ar skiantoù, evit pep tra. Hag eo ret, d'ar vugale gouzout, pa teomp d'ur skol, piv a rai skol vrezhoneg ar

bloazh goude ; da gentañ gouzout e vo unan, ha da eil gouzout priv e vo. Ne vezer ket o klask e miz gwengolo, evit an traoù all, pe e vefe al Latin, pe a vefe ar Galleg. Ne vezer ket o klask d'ar vunutenn diwezhañ, ur c'helenner, ne vezer ket o c'houlenn piv en deus c'hoant d'ober galleg er bloazh-man er skol.

Evit ar brezhoneg eo arrabat e talc'hef a oa traoù da vont egiz-se, pe n'eus ket tu morse da zerc'hel gant ar studioù. An dra-se a zo un dra spontus : gwelout bugale hag a grog ar brezhoneg er pevare klas ha pa erruet ganto en trede klas, n'eus ket mui den ebet, peogwir ar c'helenner a zo aet kuit, peogwir eo klanv, marteze e ya ur vaouez o c'hortoz ur bugel, un dra bennak egiz-se. A bep seurt traoù a c'hell c'hoarvezhout ha d'ar mare-se, n'eus ket mui brezhoneg. Setu, an dud a zo war zifi evel-just.

R.B. — E Roazhon a zo tud ha n'int ket a-du, tud a ra war-dro skolioù "elementaire" e brezhoneg... N'eus ket pell'zo eo bet savet reuz...

P.D. — Ya, an dud-se a zo tud souezhus un tamm. Da gentañ tout a pezh a zisplegont n'eo ket gwall sklaer, ha deus un tu all en em c'houlenn a ran daoust hag en int a zo a-enep d'ar c'hapes, a-enep d'ar gevrenn, pe a-enep din...

Forzh penaos, keit ha ma vo ken luziet an traoù ganto, neus ket tu da deurel evezh ouzh ar pezh a lavaront, peogwir, anat eo e rank ar brezhoneg kaout ur c'hapes evel an danvezioù all... Int a lavar : arrabat ober ouzh ar brezhoneg evel ur yezh estren. A-du on ganto met n'eus den ebet a lavarfe ez eo ar Galleg ur yezh estren, met koulskoude ez eus ur c'hapes galleg.

Neuze sklaer eo : n'eus ket tu da ziazezañ kelennerien anvet evit an dra-se, ha pa lavaran anvet er skolioù eil derezh, hag ivez anvet er skolioù kentañ derezh.

Evel just, un deiz bennak, hag ar c'hentan ar gwellañ, ha zoken an dra-se a zo bet asantet gant ar ministri Montauban, un deiz bennak e vo ret ober kentelioù e brezhoneg, ha n'eo ket hepen. Kentelioù diwar-benn ar brezhoneg, met ober kentelioù douaroniezh, istor, ha kement tra a zo dre ar Brezhoneg. An dra-se e vo ret ober un deiz.

Met ne vir ket an dra-se ne vefe ket graet kaout diouzhtu ur c'hapes e Brezhoneg.

R.B. — Adalek skol diwan betek skol veur evit kaout kelennadurezh Brezhoneg ?

P.D. — Ya, evel just.

R.B. — Daoust hag e sonjit e vefe mat stagan ar Brezhoneg ouzh ar yezhioù keltiek all ?

P.D. — Stag int. Er memes kevrenn emaint. Tout an dra-se a zo stag-ha-stag. Me gav din er eo un dra a-bouez-tre evidomp kaout darempred gant ar broioù bihan hag a zo o stourm evel-domp, d'an eil peogwir int a zo liammet ganeomp gant ar sevenadur ha gant an istor. Setu, Breizh n'eo ket hepen Breizh : Breizh a zo ivez Keltia, ha Keltia a zo ar broioù keltiek all. Setu perak eo ret studiañ anezho, ha studiañ o yezhoù.

Evel just, disnenvel, awalc'h int peogwir, pa studier Brezhoneg er skol veur, ez eo, evit kelenn un deiz bennak. Pas Studier Iwerzhoneg pe Kembraeg hag Iwerzhoneg hag evit gouzout petra a vez graet e-barzh ar yezhoù-se.

R.B. — Implijout Brezhoneg a dalvez e teufe da vezan ur gwir yezh broadel.

P.D. — Ar pezh a lavaran-me e rank an hini a zibab ar Brezhoneg evel ma plij dezhañ, da lavarout eo komz Brezhoneg en e di, kaout darempredou dre ar brezhoneg gant ar re a zo kargidi, ren ur buhez sokial, ur buhez dirak an holl e Brezhoneg, setu tout. Arrabat eo kaout ar Brezhoneg evel ur yezh dister, ur yezh vihan na vez implijet nemet evit ul lodenn eus ar vuhez, ul lodennig deus traoù ar spered.

R.B. — Ma ne fell ket dezhañ klevet Galleg e Breizh, a daoust hag en deus ar gwir da stourm evit beañ e Brezhoneg, e Breizh-izel d'an nebeutañ ?

P.D. — Ar pezh a zo, ne c'heller ket hag an dra-se, me sonj din, a zo a bouez-ne c'heller rediañ an dud da skouer da ober gant ar Brezhoneg pe da zeskñ Brezhoneg ma ne fell ket dezho. Met deus an tu all ne c'heller rediañ ar vretoneg d'ober gant ur yezh all eget ho hini. Da skouer an dud a deu dirak al lez-varn peogwir on bet test aze evit ar re yaouank a zo bet barnet gant lez-varn an arme peogwir ne felle ket dezho bezañ soudarded o-deus lavaret ne felle ket dezho komz galleg. Ar pezh en deus goulenner ar barnier diganto, en deus lavaret : met c'hwil a zo gouest da gomz Galleg ? Evel just e oar gouest da gomz Galleg, ha meur a yezh all sur mat ha marteze muioc'h a yezhoù eget ar brezhoneg hag a zo o yezh. Hag an dra-se a zo ur gwir.

R.B. — Ha mat e-vefe evit amzer da zont an dud a Breizh lakaat an holl anezho da zeskñ ar Brezhoneg, gant ar Galleg er skol ?

P.D. — An dra-se a zo ur gudenn all. N'eo ket ur gudenn evit warc'hoaz.

Evit ar mare ar brezhoneg a zo o stourm evit e vuhez a-benn ar fin. Sellomp ouzh ar pezh a c'hoarvez e bro Gembre : e Bro Gembre a zo, kervez al lezenn, divyezheg ? N'eo ket hepen evit ar re a oar kembraeg deskiñ kembraeg.

Setu an dud hag a gomz deus divyezheg e Breizh a rafe mat predriañ war a pezh a dalvez an dra-se, peogwir divyezheg a zo divyezheg, da lavarout eo gouzout an div yezh. Setu, pa glevan tup o komz di warbenn an divyezheg eo ret dezho komprenn petra a dalvez.

### DIWAN HIZIV



A-Benn naonteg a viz mezheven e vo ur manifestadeg bras gant Diwan e Kemper. Un digarez eo neuze evit R.B. mont da c'houlenn digant J.Y. Broudic, a zo oc'h ober war-dro skol roazhon, penaos emañ an traoù gant Diwan

R.B. — Neuze aboe pegoulz eo kroget Diwan e roazhon ?

J.Y. B. — E 1978 eo bet lañset ar skol-vamm e Roazhon, a gav din, da lavarout eo un tammig war-lerc'h ar skolioù kentañ e Breizh-izel. Hag aboe eo bet kendalc'h ingal da zigemer un trizek pe ur pemzek bennak a vugale. E salioù ar C'helc'h keltiek e Villejean e veze graet skol e penn kentañ, met warlene eo bet dilojet ha lakaet en un ti bihan en ur penn all deus ar ger, e-tal kichen skol. Veur Beaulieu ; gant an ti-ker e vez feurmnet deomp an ti hag al liorz-se. Ur skol vamm n'eo nemet Ken betek-Men ; kaoz'zo etrezomp da sivel ur skol kentañ derezh a-benn ar bloaz, met n'eo ket bet divizet c'hoazh. Un dek milion a lurioù kozh vez berniet ganeomp bep bloaz ha dispignet da baer ar skolvearez, komanant an ti hag an traoù all. Un drederenn anezho a vez "roet" deomp gant ker ; ar peurrez vez kaset dre profoù miziek pe neuze vez dastumet gant skoazell Diwan en ur sevel a bep seurt govelioù, evel an abadenn jazz gant ar strollad San Francisco Blues, a vo d'ar 15 aviz even.

R.B. — Neuze e tremen mat pep tra gant ar skol ?

J.Y.B. — Ar pep pouezusañ eo memestra e kendalc'h ar skol da sevel bugale e brezhoneg ; ha war ar poent-se, e ya mat ar juv gant ar vugale, peogwir e teomp a-benn da zistripañ brezhoneg aliesik. Siwazh ivez, ret eo lavarout ne gresk ket kalz niver ar vugale, hag e vez

tud o kuitaat Diwan. An dra-se zo abalamour d'ar c'hudennoù ar c'hiant ha nerzh, hag ivez abalamour d'ar servijou a vez kavet er skolioù all hag a ra diouer e Diwan : diwall ar vugale a-raok pe goude an devezh skol pe diouz ar merc'her, naetaat an ti bemd ez, fardañ boued da greistez... E-karg ar gerent emañ toud an dra-se e Diwan : se'zo kaoz vez digalovekaet tud'zo. Ouzhpenn-se, alies e c'hoarvez d'ar familhoù kaout un ti-skol e-kichen o zi, ha mont a-dreuz ker gant ur c'harr-tan betek ar skol n'eo ket gwall aes na mar c'hadmat.

R.B. — Bez'zo tud a gas o bugale da z-Diwan a ra wardro ar skol, ha tud all e ne reout netra. Petra sonjes diwar-se ?

J.Y.B. — Ya, gant toud al labour a vez war choik ar gerent, evidomp e teufe bezañ sklaeroc'h ar pezh a vez roet d'argenter ha d'ar vugale gant Diwan, hag ivez ar pezh o deus an dud da reiñ d'ar skol, evel ma c'hoarvez e-barzh an holl strolladoù all.

R.B. — Neuze, e-giz-se, vefe Diwan ur skol evit an dud a stourm, ha n'eo ket evit ar re a fell dezho en em zioher deus o bugale heken ?

J.Y.B. — Ya, ouzhpenn ar brezhoneg zo un dra bijes-kentañ : N'eus forzh piv deus Diwan zo moian dezhañ mont d'ar skol, sikour a skolvearez c'hoant gant ar vugale, m'en deus amzer, ha c'hoant. Ha gant an niver bihan a vugale er c'hlass neuvinan, ne vez ket ken tenn un devezh-skol. Diwar ar skolioù a anavezant, e sonj din dezuz nerzh ar gerent hag ar c'hoazell skoazell hervez labour ar skolaer war ar bedagogiezh. Pa vez nevez un tamm an deskadurezh, e-kichen ar skolioù all, e vez de dennet ur bern bugale er

skol, hag e talc'h ar gerent d'o skol. Abalamour da se eo bet divizet gant Diwan implijout un den war ar c'hudennoù-se hep ken.

R.B. — Mat, Goulenn a ra breman Diwan mont e-barzh an servij publik, da lavarout eo, e-barzh ar skol gall. Yezh vroadel Breizh eo ar brezhoneg. Daoust hag-en ne vo ket nac'het ar brezhoneg e-barzh ar sevenadur gall ?

J.Y.B. — Me n'on ket a-du gant an doare ma displegas an traoù : n'ouzont ket evit c'hoazh piv ha petra zo gall e Breizh. Gant kendalc'h diwezhañ Diwan, e Plislin, eo bet divizet goulenner ar c'hoestagadour ouzh an Deskadurezh Vroadel. Sonjal a ra din e c'hellfe e-gwirioez Diwan mont war-raok, digeriñ skolioù all ha degemer muioc'h a vugale war vefe sikouret ar skolioù a zo bet dija en un doare ingal gant ar stad. Ar pezh ne gomprenan ket memestra eo vefe bet gortozet ken pell all gant Diwan d'ober trouz diwar-se. D'on 19 a viz even 1982 eman ur manifestadeg da vezan e Kemper, met perak n'eo ket bet graet war lene, diouzhtu war-lerc'h dilennadeg Fanch, ye neuze e miz gwengolo. Perak n'eo ket bet gwelet skrit elloù war-se e Breizh a-bezh e-pad ar bloaz. Perak ne vez ket klasket doareoù - stourm all, evel nac'h naean, un tamm deus an tailhoù-Stad ? Peogwir nevez ket respontet deomp gant Savary, Ministr an Deskadurezh, e vo ret deomp klask labat anezhañ da blegañ. Gwanoc'h evit ur gouarnamant eus an tisdehan eo hini an tu keltiek, ha neuze eo ret deomp dont a-benn da vezañ selouet, a raok ma vo distroet ar skipailh-all e-penn ar stad.

# DOSSIER

Interview de Jean Halfpenny, responsable des affaires extérieures du SINN FEIN.

République Bretonne : Jean Halfpenny, comment peut-on être républicain en Irlande actuellement ?

Jean Halfpenny : être républicain en 1982 c'est la même chose qu'en 1882 ou 1782. C'est lutter pour l'unification de notre pays et pour une république socialiste. Cela signifie croire en un certain nombre de principes. Les principes des Wolfsoner, la lutte contre la propriété qui étaient des principes vraiment socialistes, aussi en la déclaration d'indépendance de 1916, dans laquelle il était écrit que les biens nationaux appartiennent au peuple irlandais et doivent servir le peuple irlandais. Être républicain veut dire être décidé à se débarrasser de l'impérialisme britannique au Nord et du néocolonialisme au Sud. Être républicain, c'est aussi quelquefois aller en prison. Vous ne pourrez

être normale en étant républicain, vous pourrez être arrêté à chaque moment de votre vie, la police pourra venir chez vous, vous photographier, vous chasser. L'armée britannique pourra défoncer votre porte, foutre en l'air tous vos meubles, vos affaires personnelles, vous pourrez être arrêté, interrogé, et torturé. Vous pourrez subitement vous trouver dans un monde clos, pénitentiaire au bloc H à Armagh ou dans toute autre prison en Angleterre. Par conséquent, un républicain doit être quelqu'un très déterminé, prêt à aller jusqu'au bout pour le respect de ses droits.

R.B. — Les bretons ont surtout été au courant de la question irlandaise par la grève de la faim ? Que pensez-vous des grèves de la faim ?

S.H. — Eh bien les grèves de la faim étaient la dernière arme que pouvaient utiliser les prisonniers. Ils ont essayé toutes les armes possible mais chacune a des limites lorsque les combattants se trouvent en prison. Aussi ils avaient des limites dans le choix d'un type d'action. Après 5 ans de lutte dans les blocs H pour obtenir des réformes minimes, des conditions de vie supportables dans les prisons, les prisonniers durent recourir à la grève de la faim à l'intransigence britannique. Ce n'est pas la première fois que des prisonniers irlandais faisaient une grève de la faim. Avant les années 1960-70, beaucoup de luttes dans les prisons se sont terminées par des grèves de la faim. Bien sûr la dernière était la plus horrible cent dix hommes jeunes moururent, mais c'était le prix à payer pour ce qui a été obtenu. Les grévistes ont été reconnus en tant que prisonniers de guerre par le monde entier (et même par le gouvernement britannique), c'était le principal, cela internationalisa le conflit. En fait, le sacrifice était calculé. On ne peut pas nier que le mouvement républicain tira parti de cette lutte mais on ne peut pas non plus oublier que les grèves de la faim comme toute autre forme de lutte font partie intégrante de la guerre. Des élections à la lutte ouverte contre l'armée britannique, on peut trouver des tactiques diverses pour la libération nationale.

Aussi, quand nous sommes reconnus dans le monde entier, c'est une victoire. Même le peuple irlandais est mieux informé de ce qui se passe, plus spécialement les jeunes. Beaucoup de jeunes rejoignent actuellement le mouvement républicain le SINN FEIN, l'IRA depuis à peu près un an.

Les membres du SINN FEIN doivent être très politisés. Je ne peux parler au nom de l'IRA mais je suis sûr que pour entrer dans une armée irrégulière, il faut un certain entraînement. On ne peut utiliser le personnel avant la fin de cet entraînement. Aussi on peut prévoir une intensification de la guerre dans les prochains mois parallèle à celle de la lutte du SINN FEIN au Sud comme au Nord.

La lutte dans les blocs H continue bien sûr, mais elle est moins dure qu'apparaît, car cinq demandes de base ont été accordées. La cinquième est le droit de ne pas accomplir le travail pénitentiaire, mais évidemment les autorités pénitentiaires peuvent facilement forcer des personnes

à travailler ou revenir sur leurs réformes. Mais je ne crois pas que les britanniques veulent en venir là ; pour le moment, ils ont d'autres problèmes en tête, en Argentine, à 9000 kms d'ici.

R.B. — Que pensez-vous de la situation actuelle en Irlande du Nord et de son évolution ?

S.H. — Après la grève de la faim, les gens étaient épuisés, aussi bien physiquement que mentalement après. 5 ans de lutte dans les blocs H et 1 an de grève de la faim (rappelez-vous qu'il y en a eu deux). Toute l'énergie, le matériel, l'argent accumulés pendant des années ont été consacrés à ces luttes. C'est pourquoi il y a eu moins d'activité politique et militaire après la grève de la faim.

Actuellement, c'est une période de restructuration dans le mouvement républicain : on voit où l'on est, ce que nous avons agnô ou perdu, où nous voulons en venir, quels sont les moyens de lutte possible.

Mais bien sûr le monde ne s'arrête

pas de tourner pendant ce temps-là. Nous avons eu à faire face à des problèmes essentiels : les négociations Haigh Thatcher, Fitzgerald Thatcher, le problème de James Prior, ce que nous appelons le "New Stormout" (projet d'une nouvelle assemblée au Nord), les élections en Eire (étant très centrées sur les grèves de la faim) Les dirigeants ne pouvant évidemment pas admettre que l'instabilité gouvernementale en Eire était due à la grève de la faim.

R.B. — Quels sont les buts du SINN FEIN ?

S.H. — Le principe de base de notre politique est la lutte pour une république socialiste tenue à 32 comtés. Ce sont les mêmes buts que l'IRA (bien que nous soyons indépendants de l'IRA, nous soutenons ses buts), parce que nous croyons que le pays ne sera jamais libre seulement politiquement. Les anglais ne sont jamais parti de leur plein gré d'une colonie, il a toujours fallu qu'on les foute dehors.

Nous reconnaissons (comme beaucoup d'autres organisations politiques de gauche en Irlande) le colonialisme britannique en Ulster et le néocolonialisme en Eire. Les anglais n'occupent pas seulement militairement l'Ulster mais toute l'Irlande, économiquement, socialement et culturellement. Vous pouvez aller dans n'importe quel magasin d'une grande ville en Eire, vous y trouverez 80 à 95 % de produits faits en Grande-Bretagne. La plupart des usines et industries en Irlande sont anglaises, les anglais possèdent même la terre. Vous pouvez acheter une maison à Dublin mais pas le terrain, vous devrez payer un loyer. Ce sont les "landlords" anglais qui sont propriétaires.

James Connolly disait avant 1916 qu'on pouvait bien remplacer le drapeau britannique par le drapeau vert, construire une république, on ne serait jamais libres tant que les anglais auraient leurs capitaux et leurs fonctionnaires ici. En Eire, ils contrôlent le pays. Aussi notre projet est une république

socialiste où les irlandais seront égaux, un état qui ne sera pas sectaire où l'Eglise sera séparée de l'État. Si vous voulez pratiquer n'importe quelle religion vous pouvez le faire, mais aucune religion ne doit contrôler l'État. Le socialisme passera par la nationalisation totale de notre capital, des ressources naturelles, et extérieur pêche, etc...

Nous prévoyons aussi l'aide à la construction de coopératives, aux petites fermes et aux petites entreprises les entreprises familiales (artisanat, travail domestique). Nous ne prévoyons pas un grand avenir pour l'Irlande mais essayerons plutôt de développer une économie mixte. Politiquement nous considérons l'Irlande comme faisant partie du tiers monde. Nous envisageons donc naturellement une Irlande non alignée nous ne croyons pas aux blocs, CEE ou OTAN. Nous n'avons rien à y faire, ni à l'est, ni à l'ouest.

Nous prendrons plutôt pour modèle les nations non alignées sud américaines, asiatiques, africaines. C'est là qu'est notre avenir...

## Quelques dates

5ème siècle	St Patrick évangélise l'Irlande qui conservera encore pendant plusieurs siècles des traditions païennes.	1858	Fondation aux U.S.A. de la Fraternité Républicaine Irlandaise (I.R.B.), dont les militants prennent le nom de Fenians, du nom des guerriers de la mythologie irlandaise.
9ème et 10ème siècles	Invasions vikings. Les scandinaves détruisent les monastères qui étaient des centres de culture réputés dans toute l'Europe (Clonmacnois, Kells, Armagh, Glendalough...) et s'installent en colonies le long des côtes.	1866 - 1867	Vague d'attentats commis par les fenians.
1014	Le roi irlandais Brian Boru remporte, à Clontarf, une victoire décisive sur les scandinaves.	1875	Charles Stuart Parnell est élu député. Il devient le porte-parole de l'Irlande et lutte pour le "Home Rule" (statut spécial d'autonomie).
1169	Arrivée des anglo-normands en Irlande. Début de la colonisation. Les premiers colons adoptent cependant les coutumes irlandaises et se font parfois les champions de la souveraineté irlandaise.	1875	Charles Stuart Parnell est élu député. Il devient le porte-parole de l'Irlande et lutte pour le "Home Rule" (statut spécial d'autonomie).
1590 - 1601	Rebellion nationale menée par Hugh O'Neill. Les troupes irlandaises sont battues par l'armée anglaise à la bataille de Kinsale.	1893	Création de la Ligue Gaélique, pour la promotion de la langue et de la culture nationale irlandaise.
1641	Rebellion nationale contre les colons. Owen Roe O'Neill, neveu de Hugh O'Neill, prend la tête de l'insurrection.	1912	Le statut d'autonomie est voté à Londres.
1650	Arrivée des troupes de Cromwell en Irlande. Répression sanglante de l'insurrection.	1913	Grève générale à Dublin. Naissance de l'Irish Citizens Army, milice ouvrière chargée de protéger les grévistes.
1652 - 1658	L'administration anglaise distribue les terres d'Irlande aux soldats de Cromwell. Les irlandais doivent choisir entre la mort et l'exil dans la partie la plus pauvre de l'Irlande, à l'Ouest : "L'enfer ou le Connacht".	1914	La Guerre éclate. Le statut d'autonomie n'est pas appliqué. Le leader des autonomistes, John Redmond, demande aux irlandais de s'enrôler dans l'armée britannique pour prouver leur "loyalisme".
1690	Bataille de la Boyne. Les jacobites, partisans de Jacques II <sup>er</sup> Stuart (catholique), sont écrasés par les troupes du nouveau souverain britannique, le protestant Guillaume d'Orange.	24 Avril 1916	Le lundi de Pâques, Patrick Pearse, un des leaders de la Fraternité Républicaine Irlandaise, proclame la République. L'insurrection fait des milliers de morts, essentiellement à Dublin. Tous les chefs de l'insurrection sont fusillés.
1691	Début de la "nuit pénale". Le peuple irlandais n'a plus aucune existence juridique.	1918	Les nationalistes irlandais, sous la bannière du parti "Sinn Fein" ("Nous-mêmes"), obtiennent aux élections législatives 75 Sièges sur 103.
1775	Grattan et Flood obtiennent pour l'Irlande une Constitution Autonome.	1919 - 1923	Guerre d'indépendance. La Grande-Bretagne abandonne 26 des 32 comtés d'Irlande qui forment l'"Etat Libre". Elle conserve néanmoins 6 comtés d'Ulster (Irlande du Nord), à forte implantation protestante.
1791	Création de l'Association des Irlandais Unis (United Irishmen), première organisation républicaine irlandaise, animée par Theobald Wolfe Tone, un protestant. Son mot d'ordre : "trancher le lien" entre l'Irlande et la Grande-Bretagne.	1939 - 1945	Campagne d'attentats de l'I.R.A. en Grande-Bretagne, (des difficultés de l'Angleterre sont des opportunités pour l'Irlande), tandis que l'Etat Libre d'Irlande du Sud reste neutre dans le conflit mondial.
1796	Une flotte française est envoyée de Brest vers l'Irlande, pour soutenir les séparatistes irlandais. Echec de l'expédition.	1969	Début de la campagne pour les droits civiques en Irlande du Nord, et pour l'abrogation des "lois spéciales", établissant une ségrégation entre catholiques et protestants. Le mot d'ordre est : "un homme, une voix".
1798	Deuxième expédition française qui se solde, elle aussi par un échec. Wolfe Tone est capturé et condamné à mort.	1972	Au cours d'une manifestation pour les droits civiques à Derry, les parachutistes anglais tiennent dans la foule. Bilan : 13 morts. L'I.R.A. est alors ressentie par la population catholique comme le seul rempart contre l'Armée Britannique et les fanatiques protestants.
1800	Signature de l'acte d'Union entre l'Irlande et l'Angleterre.	1982	La guerre continue en Irlande du Nord...
1803	Insurrection manquée. Robert Emmett est condamné à mort et pendu.		A Consulter sur le sujet : R. Faligot Guerre Spéciale en Europe - Flammarion. Tom Barty Commandant Général de l'I.R.A. Guérilla en Irlande Presses universitaires de Bretagne
1828	Daniel O'Connell est élu député. L'opposition nationale se donne une base légaliste. Son but est la révocation du Traité d'Union.		R. Faligot - La Résistance irlandaise 1977 Maspéro James Connolly : le mouvement révolutionnaire Irlandais 1978 Maspéro
1846 - 1850	Les récoltes de pommes de terre sont catastrophiques à cause de l'apparition de maladies (mildiou). C'est la "Grande Famine". L'Irlande perd plus de la moitié de sa population.		Revue - Iris en français Irlande libre - en anglais Silentou long Au Poblacht.
1848	Insurrection républicaine manquée, organisée par le groupe "Jeune Irlande".		

# IRLANDE

## patriotes ... politicards

Ruairi O Bradaigh, président du Sinn Féin, a récemment déclaré: Je pense que tout ce qui a été obtenu en Irlande, l'a été grâce à l'IRA, et je pense que l'on perdrait une part importante de notre soutien si l'IRA appelait à un cessez le feu.

Un soldat Britannique a été tué et un autre sérieusement blessé le 30 Avril par l'explosion d'une mine dans le comté de Fermanagh. Ce soldat de 21 ans est le sixième anglais "régulier" (membre de l'armée anglaise et non de l'UDR ou du RUC) tué par l'IRA, depuis le début de l'année. On le voit, l'activité militaire en Irlande est loin d'être en perte de vitesse.

Le Sinn Féin a décidé de participer aux élections d'automne qui détermineront la composition de la future assemblée d'Irlande du Nord. Bien que se présentant à ces élections afin de présenter aux populations nationalistes l'alternative républicaine, le Sinn Féin a clairement laissé entendre qu'il boycotterait cette assemblée quelque soit le résultat des élections.

Le Sinn Féin the Workers' Party a récemment changé de nom. La majorité des délégués à l'assemblée générale de ce parti a, en effet, voté pour que le parti se nomme désormais "WORKERS' PARTY". En abandonnant la dénomination de "Sinn Féin", le Workers' Party occupe les derniers liens qui le reliaient au mouvement républicain traditionnel. Il pense pourtant pouvoir convaincre les populations nationalistes qu'il ne s'agit pas là d'une désertion vis-à-vis de la tradition républicaine radicale, mais de l'affirmation de la nature radicale progressiste de ce parti. C'est ainsi qu'ils désirent changer toute dénomination qui pourrait laisser croire qu'ils sont en relation avec "ceux qui assassinent et posent des bombes". Est-ce en attaquant l'IRA et le Sinn Féin qu'ils entendent libérer l'Irlande de l'occupation militaire Britannique ?

Il y a quelque temps, le gouvernement Britannique proposait un nouveau plan, concernant la résolution du problème Irlandais. Les points les plus importants de cette proposition élaborée par Jim PRIOR sont les suivants: des élections sont prévues pour l'automne prochain afin d'élire les membres d'une assemblée de 78 sièges; cette assemblée aura un pouvoir consultatif et de délibération et lui sera demandé de se mettre en rapport avec les divers services de l'administration britannique de Stormont; l'Assemblée ne pourra discuter que certaines matières telles l'agriculture, l'emploi, l'éducation, et ne pourra pas se saisir de dossiers concernant, par exemple, la sécurité des six comtés (reserved matters); les matières réservées (reserved matters) pourront être étudiées par l'Assemblée si 70 % de celle-ci l'exige (autant dire que cela est impossible). De plus, certains membres seront appelés à siéger au futur Anglo-Irish Council. Mais ce qui est surprenant, c'est que ce texte fait l'unanimité... contre lui: Que ce soit les loyalistes de Ian PAISLEY, le SDLP ou le Sinn Féin, tous ont adopté une attitude hostile vis-à-vis de cette proposition. Une fois de plus, les Anglais, pris dans un de leurs élan colonialistes, ne veulent entendre la voix de la sagesse.



Quatre solutions ont été adoptées par le parlement européen, demandant d'interdire, en Europe, l'utilisation des balles en plastiques contre les populations civiles. Bien qu'elle ne soit pas nommée c'est, bien évidemment, l'Angleterre impérialiste de Thatcher qui est visée par ces quatre résolutions. Conçues dans le but de faciliter la répression des manifestations urbaines, ces balles en plastique - prétendument inoffensives - ont fait, en Irlande et pour la seule année 1981, 13 morts, dont Stephen Mac Conomy, 11 ans, entré le 22 Avril dernier à DERRY. S'il est peu probable que l'Angleterre délaisse sa politique actuelle de répression en Irlande du Nord, il est bon de constater que, même au sein de la communauté européenne, le processus impérialiste anglais ne fait pas l'unanimité. Les Britanniques seront-ils désavoués par leurs alliés ?



## LE NATIONALISME IRLANDAIS

Le texte que nous vous présentons est extrait de l'essai politique "Le peuple souverain", écrit par Pearse en Mars 1916, un mois avant l'insurrection.

L'indépendance nationale implique la souveraineté nationale. La souveraineté nationale possède une nature double. Elle est à la fois interne et externe. Elle suppose la souveraineté de la nation sur toutes ses composantes, sur tous et sur tout ce qui est dans la nation; et elle suppose la souveraineté de la nation opposée à toutes les autres nations. La nationalité est un fait spirituel, mais l'expression nationale comporte la liberté de mouvements et la force physique chargée de protéger la liberté de mouvements, ainsi que le fait spirituel de nationalité. Cette liberté de mouvement est nécessaire à une vie saine, et peut même être nécessaire à la pérennité de la nation. Sans elle, la nation s'effondre, dépérit, et peut être meurtrière à la fin. Seule une nation très ferme, une nation comme l'Irlande dont la puissance spirituelle et intellectuelle est très grande, peut vivre sans elle plus de quelques générations, mais sans doute par péril. Bref, la liberté de mouvement est nécessaire à une vie saine et vigoureuse, car la liberté de mouvement signifie précisément le contrôle des conditions nécessaires à une vie saine et vigoureuse. Il est évident que cela est en partie matériel, et que donc la liberté nationale suppose le contrôle des choses matérielles essentielles à la survie matérielle et à la liberté de la nation. Ainsi, la souveraineté de la nation s'étend non seulement à tous les hommes et les femmes de la nation, mais aussi à toutes les possessions matérielles de la nation, le sol national et toutes ses ressources, toutes les richesses et les moyens de production dans la nation. En d'autres mots, aucun droit privé de propriété ne tient contre le droit public de la nation. Mais la nation à l'obligation morale d'utiliser son droit public pour assurer à chaque homme et femme de la nation les mêmes droits et les mêmes libertés. L'ensemble est autorisé à rechercher le bonheur et la prospérité de l'ensemble, mais ceci doit être recherché dans le but de permettre à chacun des individus composant l'ensemble, l'accès au bonheur et à la prospérité, le bonheur et la prospérité maximum compatible avec le bonheur et la prospérité de tout le reste.

On peut résumer tout cela en quelques propositions simples:

- 1 - Le but de la liberté est le bonheur humain.
- 2 - Le but de la liberté nationale est la liberté individuelle; donc, le bonheur individuel.
- 3 - La liberté nationale suppose la souveraineté nationale.
- 4 - La souveraineté nationale suppose le contrôle de toutes les ressources morales et matérielles de la nation.

J'ai insisté sur le fait spirituel de la nationalité; j'ai insisté sur la nécessité de liberté de mouvement pour la préservation continue de ce fait spirituel dans un peuple vivant; j'insiste maintenant sur la nécessité d'un contrôle complet des ressources matérielles de la nation pour que cette liberté de mouvement soit complète. Et je pense que je donne là la place et l'importance qu'il faut donner à ce qu'on appelle "le fondement matériel de la liberté". Les ressources matérielles d'une nation ne sont pas la nation, pas plus que la nourriture de l'homme n'est l'homme; mais les ressources matérielles sont aussi nécessaires à la vie d'une nation que la nourriture à la vie d'un homme.

Et je proclame que la souveraineté nationale sur les ressources d'une nation est absolue; mais que bien sûr une telle souve-

L'insurrection de Pâques 1916 est née de l'alliance du nationalisme révolutionnaire, représenté par P. Pearse, et du socialisme populaire, représenté par J. Connolly.

rament doit être exercée pour le bien de la nation et sans préjudice concernant les droits des autres nations, puisque la souveraineté nationale, comme tout ce qui existe ici-bas, doit obéir aux lois de la moralité.

Le bien de la nation, c'est finalement le bien des individus, hommes et femmes, qui composent la nation. Concrètement, qu'est-ce qu'une nation? Ce sont ses hommes et ses femmes; tous ses hommes et ses femmes, sans exception. Tout homme et toute femme de la nation sont normalement égaux en droits, mais un homme ou une femme peut perdre ses droits en devenant renégat à la nation. Aucune classe de la nation n'a droit à des privilèges supérieurs aux autres classes, si ce n'est par l'assentiment de la nation. Le droit et le privilège de légiférer ou d'appliquer les lois n'appartient à aucune classe de la nation, il appartient à la nation entière, c'est à dire au peuple tout entier et il ne peut être légitimement exercé que par ceux qui ont été désignés par le peuple tout entier. Le droit de contrôle des ressources matérielles d'une nation n'appartient à aucun individu ni à aucune classe d'individus, il appartient au peuple tout entier et il ne peut être légitimement exercé que par ceux qui ont été désignés par le peuple entier, et de la façon dont le peuple entier l'ordonne. Encore une fois, aucun droit individuel ne tient contre le droit du peuple entier; mais le peuple dans l'exercice de ses droits souverains, est contraint moralement de ne pas négliger les droits individuels, de trancher équitablement entre lui-même et chacun de ses membres, aussi que de veiller à ce que l'équité entre les individus soit respectée.

Insister sur le contrôle souverain de la nation sur toute la propriété à l'intérieur des limites nationales, ce n'est pas rejeter le droit à la propriété privée. C'est à la nation de déterminer dans quelle mesure ses membres peuvent jouir de la propriété privée, et à mesure de quelles ressources matérielles de la nation la propriété privée peut être autorisée. Une nation peut par exemple considérer, comme ce fut le cas pour la nation irlandaise libre pendant des siècles, que la propriété privée de la terre ne doit pas exister; que l'ensemble du sol national est propriété collective de la nation. Une nation peut considérer, comme c'est le cas de nombreuses nations modernes, que tous les moyens de transport dans les limites territoriales, tous les chemins de fer et les canaux, sont propriété collective de la nation, et doivent être gérés par la nation pour le bénéfice de tous. Une nation peut aller plus loin et considérer que toute source de richesse, quelle qu'elle soit, est propriété nationale; que tous les individus doivent se mettre au service du bien commun, et doivent être rémunérés pour cela par la nation de manière adéquate et que toutes les richesses en surplus doivent aller au trésor national et être utilisées pour des objectifs nationaux, plutôt que s'accumuler dans les poches de certains individus. Il n'y a rien de divin ni de sacro-saint dans aucun de ces arrangements, ce sont des affaires purement humaines, sujettes à discussion et à des ajustements entre membres d'une nation, des affaires dont la décision finale revient à la nation toute entière, des affaires dans lesquelles la nation entière peut réviser ou annuler ses décisions selon ce qui est l'intérêt général. Je ne rejette pas le droit de propriété privée, mais j'insiste sur le fait que toute propriété est soumise à l'approbation nationale.

Quelques jours après son arrestation, Pearse fut fusillé avec les autres chefs de l'insurrection. Leurs corps furent enterrés dans la chaix vive pour que les Irlandais ne puissent conserver des reliques des héros.

Et je reviens encore à ceci: le peuple, c'est la nation; le peuple entier, tous ses hommes et ses femmes, et les lois établies ou les actions effectuées par qui que ce soit prétendant représenter le peuple, mais qui n'aurait jamais été mandaté par lui pour cela, ni implicitement, ni explicitement, ces lois et ces actions ne concernent pas le peuple; il faut les considérer comme une usurpation, une impertinence, elles sont sans valeur. Par exemple, un gouvernement de capitalistes, un gouvernement de clercs, un gouvernement d'hommes de lois, de nomades, ou de rouquins, ou de personnes nées un mardi ne représente pas le peuple, ne concerne pas le peuple à moins qu'il ait été choisi et accepté par le peuple pour le représenter et le gouverner; et dans ce cas, il devient le gouvernement légitime du peuple, et le reste jusqu'à ce que celui-ci mette fin à son mandat. Cela dit, le peuple, s'il est avisé, ne choisira pas ses législateurs et ses administrateurs sur des bases aussi arbitraires et aussi fantastiques que la possession d'un capital, le fait d'être rouquin, ou celui d'être né un mardi, un gouvernement désigné de cette manière, ou représentant avant tout (même si ce n'est pas délibéré) des capitalistes, des rouquins ou des gens nés un mardi, légifèrera et gouvernera inévitablement dans l'intérêt des capitalistes, des rouquins ou des gens nés un mardi, selon le cas. Le peuple, s'il est avisé, choisira pour législateurs et administrateurs des hommes et des femmes réellement et pleinement représentatifs de tous les hommes et les femmes de la nation, ceux qui ne possèdent rien et ceux qui possèdent quelque chose. Ils considéreront que le hasard qui se nomme "propriété", "capital", "richesse", la possession de ce qu'on appelle "un enjeu", n'octroie pas automatiquement le droit de représenter le peuple, pas plus que le hasard d'être né rouquin ou d'être né un mardi. Et pour que le peuple puisse choisir pour législateurs et gouvernants des hommes et des femmes qui le représentent réellement et pleinement, le choix doit toujours être entre les mains du peuple entier. En d'autres mots, alors qu'il peut s'il le veut - dans l'exercice de son droit souverain, donner mandat à une caste quelconque - c'est-à-dire adopter un système d'électorat limité, il devra, s'il est avisé, étendre l'électorat le plus possible - donner le droit de vote à tout adulte sain d'esprit. Restreindre le droit de vote d'une manière ou d'une autre, c'est préparer une usurpation future des droits du peuple souverain. Le peuple, c'est-à-dire le peuple tout entier, doit rester souverain non seulement en théorie, mais dans les faits.

J'affirme donc, le droit divin du peuple "le don de Dieu à Adam et à ses pauvres enfants pour toujours", à posséder et à détenir cette bonne terre. Et j'affirme que les nations, qui représentent les peuples incarnés et organisés, sont souveraines et sacrées. La nation est une division naturelle, aussi naturelle que la famille, et aussi inévitable. C'est la raison pour laquelle une nation est sacrée et pourqu'on un empire ne l'est pas. Une nation est tissée de liens naturels, de liens mystiques et spirituels, de liens humains et de liens d'affection, un empire est au mieux maintenu par des liens d'intérêts mutuels, au pire par la force brutale. Une nation est une famille en plus grand, un empire est une entreprise commerciale en plus grand. La nation procède de Dieu, l'empire procède de l'homme, quand ce n'est pas du diable.

Le sigle du Parti Républicain Breton est simple : un triskell coupé d'une épée...

Pour le triskell, personne ne se pose réellement de questions ; symbole celtique admis par tous, c'est l'emblème reconnu des nationalistes Bretons.

Mais, l'épée : pourquoi cet insigne "guerrier", "barbare", "passéiste", pour ne citer que les qualificatifs les plus courants...

Une précision pour commencer : il ne s'agit pas d'une épée, mais de l'Épée... Escalibur...

Escalibur, épée enchantée, épée symbolique, porte en elle tout un mythe, celui du retour d'Arthur... "Les Bretons, des deux côtés du grand Chenal, n'ont jamais cessé de croire au retour d'Arthur. Pour eux, comme pour leurs pères, le Roi Arthur n'est pas mort. Il dort seulement au cœur de l'île d'Avallon - l'île de l'Éternelle Jeunesse - veillé jalousement par Morgane. Un jour, celui que ses ennemis ont si longtemps cru mort sortira de son sommeil, se lèvera de sa tombe et retournera en terre de Galles pour arracher au lac où elle git... Escalibur, l'épée du miracle qui tant de fois fit trembler ses ennemis. Alors s'accompliront ces hauts faits qui doivent marquer l'heure où les Celtes se libéreront du joug des Peuples étrangers (...). Certains signes annoncent déjà que le réveil d'Arthur est proche..."

Le mythe du héros national réveillé après un long sommeil pour conduire son Peuple à la victoire - mieux, pour annoncer par son seul réveil, la libération de ce Peuple - n'est pas propre aux pays celtiques.

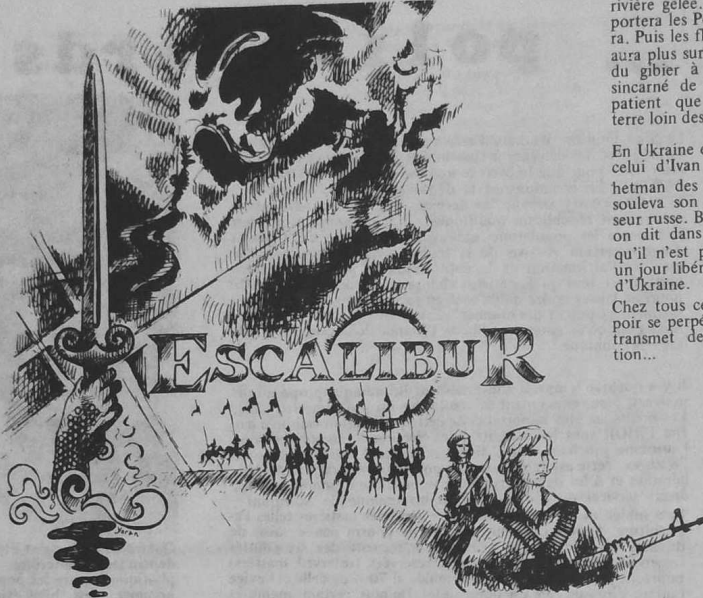
Au Pérou, on dit que lorsque le corps et la tête d'Atahualpa - le dernier Inca assassiné par Pizarre après deux ans de captivité - se réuniront, les

Incas seront maîtres chez eux et les "Mistis" (les Blancs) expulsés.

C'est à Wounded Knee que les Amérindiens du Nord ont livré leur dernière bataille. C'est à Wounded Knee dit-on que les parents de Cheval Fou avaient enfoui le cœur de leur fils

Arthur, Atahualpa, Cheval Fou et tant d'autres portent le même message, répètent le même mot : Liberté. Un Peuple qui garde ainsi l'espérance ne peut être vaincu.

## POURQUOI L'ÉPÉE ?



assassiné, en un lieu secret près de la rivière gelée... "Un grand déluge emportera les Peuples blancs et les noirs. Puis les flots se retireront et il n'y aura plus sur terre que les Indiens et du gibier à profusion. L'esprit déincarné de Cheval Fou attend impatient que naisse cette nouvelle terre loin des Hommes blancs..."

En Ukraine existe un mythe similaire celui d'Ivan Stepanovitch Mazepa, hetman des cosaques d'Ukraine qui souleva son Peuple contre l'oppression russe. Battu par Pierre-le-Grand, on dit dans les légendes populaires qu'il n'est pas mort mais reviendra un jour libérer définitivement la terre d'Ukraine.

Chez tous ces Peuples, un même espoir se perpétue, un même mythe se transmet de génération en génération...

Pourquoi des jeunes de l'Ere des Machines, pourquoi des Hommes logiques et tournés vers l'avenir ont-ils choisi comme symbole de leur combat, Escalibur, l'Épée enchantée ?... Patrick Pearse disait : "La présomption est un péché contre la Foi, elle est définie comme une folle espérance de salut sans qu'il soit fait usage des moyens nécessaires pour l'obtenir."

C'est sûrement un péché contre la Foi Nationale que d'espérer la liberté nationale sans prendre les moyens nécessaires pour la gagner et la conserver. Et je ne connais d'autre moyen que l'épée..." Sans doute...

Mais c'est peut-être aussi parce que, tout compte fait, Escalibur n'est pas un mythe mais une preuve : - La preuve qu'à travers les siècles d'occupation, qu'à travers les révoltes réprimées dans le sang, et, - pire - qu'à travers toutes les tentatives d'assimilation, le Peuple Breton a conservé le goût de la liberté, l'espoir de son Indépendance. - La preuve que notre Peuple - qui a su préserver dans son inconscient collectif une saga portant une aussi forte espérance - croit encore qu'il brandira un jour le Symbole, qu'il retrouvera "bientôt" sa souveraineté nationale...

La preuve qu'Arthur n'est pas mort.

Hoel ARGWRACH

## COURRIER DES LECTEURS

VELCELE M.J. NANTES

A "République Bretonne"

Merci à vous de m'avoir fait parvenir les N° 3 et 4 de "République Bretonne", je l'attendais depuis longtemps !

Je profite de cette missive pour vous remercier d'un abonnement. Veuillez donc trouver ci-joint un chèque d'un montant de 150 F, en guise de logique, et à partir du N° 3 évidemment.

J'ai réussi à me procurer les N° 1 et 2 à Nantes et je me réjouis de l'on puisse dire, c'est qu'il y a eu des efforts de faits ! Lorsque l'on regarde la présentation du premier numéro et celle des suivants, l'amélioration est là ! En fait, si le premier numéro ressemblait plus à un bulletin des pompes funèbres qu'à autre chose, les autres sont vraiment dignes de professionnels !

Ceci pour la présentation, car, pour le contenu lui-même, que dire ? sinon que nous retrouvons dans ces lignes toute l'ardeur nationaliste et la volonté de faire de la Bretagne autre chose qu'une vague "région française" dansant en coiffes et bragou-bras.

J'ai beaucoup apprécié le dossier concernant la Loire-Atlantique, et bien que celui-ci ne soit pas tout à fait complet, il apporte un éclairage nouveau sur les luttes et possibilités dans le Pays Nantais, ainsi que sur son avenir : « Nous n'avons que faire d'une région Bretagne à 5 départements, seule une république bretonne... »

Bravo aussi pour l'article intitulé "Français dehors", ainsi que pour tous les éditoriaux.

Puissiez-vous continuer à produire beaucoup d'autres numéros de République Bretonne ! A mes yeux, seule cette voie (le nationalisme) me semble valable pour construire la Bretagne. Fi de l'autonomie !

Et arrêtons de quémander à droite et à gauche (...), c'est clair, l'État français ne nous donnera jamais que quelques miettes pour nous calmer...

Il est temps de construire et, si j'ose me permettre, pourquoi ne prendriez-vous pas comme exergue cette phrase : "La France est aux abois, qu'elle crève !... ?"

A wir galon evit Breizh

Nous avons reçu une lettre de Joie le Moy, dont le père, selon certains échos de presse, a été compromis dans une histoire de trafic d'armes. Nous publions le post scriptum de cette lettre qui en est de loin la partie la plus intéressante. Nos lecteurs apprécieront...

"Si vous refusez de publier cette lettre, nous aurions encore la surprise désagréable de constater votre degré d'intolérance et de mauvaise foi ; nous serions alors dans l'obligation de la publier autre part, dans un autre journal militant qui ne serait sans doute pas fâché de nous rendre un tel service. Réfléchissez-y."

### COMMUNIQUÉ

Fest-noz le 26 Juin à Landerneau au profit de Divan Cleder. Venez nombreux !

Avec Quemeneuc GUILLOU  
Le Roux DILASSER  
Guyouch SIMON  
Paotred LANHOUCÉ

Association Internationale pour la Défense des Langues et Cultures Menacées A.I.D.L.C.M.

28 avril 1982

Chers amis,

Nous vous remercions de l'envoi du nouveau journal "dour Breizh". Nous vous souhaitons par la présente du succès pour l'avenir.

Nous avons spécialement été intéressé par l'article de Hoel Argwrach "Gallos et lutte de libération nationale".

Le point de vue exprimé dans cet article a toujours été le nôtre.

Sous le couvert d'un certain "nationalisme" mal compris, l'identité régionale est de plus en plus assimilée avec la lutte d'autodétermination des peuples opprimés en Europe.

Nous ne pouvons que soutenir la thèse de l'auteur de l'article mentionné. Qui dit langue dit nation ! Mais il s'agit donc d'être clair dans la définition de ce qu'est une langue.

Le problème soulevé par le Gallo en Bretagne trouve dans un certain sens son équivalent en Flandre française, ou le mouvement Picard est de plus en plus actif. Loin de nier le droit de la Picardie de lutter pour son autonomie régionale dans le cadre de la France, nous nous opposons à ce qu'on donne au mouvement Picard une dimension linguistico-ethnique pour ainsi le porter au niveau des luttes Bretonnes, Basques, Catalanes, etc...

Si dans le futur la distinction très claire entre lutte nationale et régionalisme n'est pas systématiquement faite nous risquons de tomber dans une confusion qui ne profitera qu'à nos adversaires, c'est à dire les états-nations.

Yvo J.D. Peeters, secr. Gnl. Adjoint.

Fidèles à la tradition des "cancans" si bien établie dans l'Emsav, certains ont fait courir le bruit que République Bretonne ne paraîtrait plus.

Que nos lecteurs se rassurent : République Bretonne paraîtra.

Nous ne vous cacherons pas les difficultés que nous rencontrons pour faire sortir votre journal. Ni aide ni subvention, ce journal est l'œuvre de bénévoles. Pour garder notre liberté nous ne devons compter que sur vous.

Aidez-nous. Grâce à vos annonces commerciales, à vos souscriptions nous pourrions assurer à République Bretonne une parution régulière.

La rédaction remercie tous ceux qui l'ont déjà comprise.

La Rédaction

### FRANCONNERIES

#### ELLE VOIT DES ARMES PARTOUT OU LES HELICOPTERES DU S.P.V

A la suite de l'arrestation de Jean-Pierre Le MAT certains journalistes, n'écouteront que leur devoir, ont publié des articles sur l'entraînement militaire des Militants du S.P.V.

En effet, d'après des sources officieuses mais néanmoins très sûres, les militants du S.P.V. s'entraînent à bord d'hélicoptères (Les sous-marins nucléaires n'étant pas encore terminés).

Que ces journalistes contactent le S.P.V., celui-ci se fera un plaisir de venir les chercher (en hélicoptère bien sûr) lors des prochaines manœuvres terre-mer du S.P.V.

#### PLUTOT LA MORT QUE LA SOUILLURE

La devise de la Bretagne prend aujourd'hui toute sa signification avec l'ouverture du procès de l'Amoco-Cadiz.

Quel que soit le résultat de ce procès, il restera un symbole : celui de la volonté des Bretons.

En effet, depuis le mois maudit de Mars 1978, ou pour la nième fois de notre pays, les bretons ont engagé la lutte. Le procès de Chicago est l'œuvre des Bretons et d'eux seuls.

Après quatre années de lutte, c'est une première victoire face à l'état français qui n'a jamais caché son hostilité à ce projet.

Une fois de plus l'état français était prêt à sacrifier la Bretagne sur l'autel de ses intérêts, en essayant d'étouffer le dossier de l'Amoco-Cadiz. Ce procès est donc une preuve de plus que les Bretons ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour régler leurs problèmes.

Finis le temps de la passivité et de l'attentisme. Nous ne voulons plus de la "charité française" et nous disons non à l'ingérence de l'état français dans les affaires bretonnes.

## EN BREF

### Séparatisme économique

Des relations privilégiées sont en train de se nouer entre la Bretagne et l'Algérie. La Bretagne traite de plus en plus avec l'Algérie des contrats concernant l'agro-alimentaire. Les républicains bretons saluent ces initiatives et souhaitent leur extension.

Nous conseillons la lecture du numéro 38 d'OXYGENE BRETAGNE, le mensuel écologique breton.

Au sommaire : quelle eau pour demain - les céréales de votre alimentation et un appel pour sauver les blaireaux.

OXYGENE Bretagne - Quai EST - 29110 CONCARNEAU.

### Le mois dernier en Bretagne :

Repas des amis de Kendal'h à Ti-Kendal'h.

300 personnes au moins. On n'en attendait pas tant. Les jeunes présents ont découvert que beaucoup d'autres les avaient précédés. La ripaille était de mise.

Cinquantenaire du cercle celtique de Rennes.

Un tour de force que de réaliser, entre autre, la soirée du théâtre municipal de Rennes.

Beaucoup ont réapparus que l'on croyait disparus... Des souvenirs, ainsi que celui marquant de l'attentat de 1932, place de la mairie à Rennes, qui détruisit la statue de bronze représentant Anne de Bretagne à genoux devant le roi de France : un morceau de cette statue était en évidence dans une des vitrines d'exposition de souvenirs du cercle celtique ferme de la baye, à Villejean (Rennes).

### Gouel ar Brezhoneg

Une organisation impeccable. La foule, beaucoup de gamins, et le beau temps ou presque qui était de la partie.

Le Renouveau ici est passé. Contraste avec l'année précédente quant au nombre de participants ; les temps changent mais c'est aussi grâce à Hervé ar Baz et l'équipe de Guingamp dont l'efficacité est reconnue.

# CONGRÈS S.P.V.

Les 8 et 9 mai dernier, le Strollad Pobl Vreizh, Parti Républicain Breton a tenu son congrès au foyer des jeunes travailleurs de Lorient.

Une cinquantaine de délégués de fédérations ont participé aux travaux du congrès, travaux organisés comme suit :

- RAPPORT MORAL
- RAPPORT FINANCIER
- RAPPORT DES FÉDÉRATIONS
- RAPPORT DES COMMISSIONS PERMANENTES
- MISE EN PLACE DE COMIS - SIONS TEMPORAIRES POUR LE CONGRÈS
- QUITUS
- PRÉSENTATION DES NOUVEAUX CANDIDATS À LA COLLÉGIALE
- VOTE
- CONFÉRENCE DE PRESSE

Le développement et le renforcement de SPV ont conduit celui-ci à créer de nouvelles commissions permanentes : conflits sociaux, agriculture. Elles s'ajoutent à celles déjà existantes : relations inter-nationales et inter-celtiques, rapports avec les médias, emsav, vie interne du parti, finances, formation des militants, agit prop, presse du parti.

Un nouveau calendrier de stages de formation a été arrêté, et enfin le congrès a discuté et voté les actions et interventions du parti dans les 6 mois à venir.

Rôle et composition de la collégiale élue au congrès de Lorient

- Président: Jean Pierre Le Mat
- / Fonctionnement du parti
- secrétariat et affaires extérieures: Brigitte Lever
- Formation: Yorann Delacourt
- II Expression du parti: Affaires extérieures, porte parole du parti: Alan coraud
- Agitation propagande: Marie Claude Talmant
- III Finances, recherche de moyens financiers, trésorerie: Jakez Denis
- IV Presse du parti
- Rédaction de République Bretonne, trésorerie, moyens techniques: H. Frangeul
- A. Piou, suppléant



SPV BP 120 BREST CEDEX

# Extrait du rapport moral

Depuis le dernier Congrès National du 24 et 25 octobre 81, nous ne pouvons que constater l'importance du Parti Républicain Breton. Depuis cette date le SPV s'est réellement imposé sur la scène bretonne et tend aujourd'hui à être perçu comme composante progressiste et déterminante dans l'évolution du Mouvement Breton.

Les mois précédant le congrès, le Parti ne pouvait être considéré comme un parti réel, organisé et représentatif; nous étions au stade de l'organisation et du lancement de l'idée républicaine; nous devons officialiser le séparatisme. Depuis 7 mois ce travail est en parti réalisé et cela principalement avec la publication du journal, mais également avec les démarches et contacts divers en direction des gens du mouvement breton. Le nombre d'adhésions a parallèlement progressé.

Nous devons aussi constater que le Strollad Pobl Vreizh n'est pas la seule composante du mouvement séparatiste breton; on voit progresser, avec l'action du M.I.B., l'insoumission Bretonne qui peut canaliser l'énergie de nombreux jeunes dans les années à venir. Il semblerait également que s'ébauche actuellement un parti séparatiste à l'initiative des anciens prisonniers de F.L.B., que nous ne devons absolument pas négliger et avec lequel nous devons définir nos relations.

Ceci élargi le constat que "l'idée séparatiste" se propage lentement et séduit de plus en plus les bretons, pour peu qu'elle soit sérieusement analysée et présentée. En effet seules la responsabilité, la capacité et la force de travail de chaque militant à S.P.V. pourront rendre le Parti Républicain Breton et le séparatisme crédibles aux yeux de la population bretonne.

Toutefois, propager l'"idée séparatiste" n'est qu'une étape. Beaucoup nous connaissent aujourd'hui; certains séparatistes ne nous rejoignent pas encore; d'autres, la majorité ne nous connaissent pas. Nous devons par conséquent travailler davantage encore et approfondir nos analyses pour que l'"idée séparatiste", notion sentimentale ou philosophique, devienne pour tous une réalité palpable, une possibilité concrète et donc crédible; que les bretons puissent dire: "Je suis pour LE PROJET REPUBLICAIN".

Ce projet, il faut avoir conscience qu'il reste à construire, et c'est nous, républicains bretons, qui devons le bâtir, il ne dépendra que de l'évolution et la maturation du S.P.V.

Nous pensons que cette maturation ne peut progresser au SPV que dans une organisation méthodique et constante du travail de chacun; les militants ayant conscience qu'ils doivent sans cesse se former et enrichir leurs connaissances et analyses car nous avons un long chemin à parcourir avant la République Bretonne. Nous ne la gagnerons pas dans une partie de poker.

## COMMUNIQUE

La C.C.N. (Consulta di Cumitati Nazionalisti) Corse organise à Corte le 6 et 7 août une rencontre internationale.

Ne peuvent venir à cette rencontre que les partis ou mouvements ayant dans leur objectif la lutte de libération nationale. (régionale, autonomiste et... s'abstenir) et acceptant toutes les formes de lutte.

# DALC'HOMP SONJ

SPV, Parti Républicain Breton, appelle tous les nationalistes à se réunir dimanche 27 Juin à 11 heures, au Lieu-dit "La Bataille", en Bains-sur-Oust, près de Redon, pour célébrer la victoire totale des troupes bretonnes de Nominou sur l'armée française de Charles le Chauve.

Une déroute complète. Nominou attend des successeurs.

Le S.P.V. appelle à se joindre au rassemblement antinucléaire à St VIAU les 19 et 20 Juin contre le projet de la centrale nucléaire du Carnet.

# RÉPUBLIQUE BRETONNE À RENCONTRÉ FÉLIX KAPIKURA

Cet indépendantiste tahitien de 23 ans vient de passer près de cinq ans dans les geôles françaises. Libéré depuis peu, c'est en Bretagne qu'il est venu directement.

**R.B. - Félix, avant toutes choses, peux-tu nous raconter brièvement l'histoire de la colonisation de Tahiti ?**

F - Tahiti a d'abord été découvert par les Anglais en 1797. Ils se sont très vite trouvés en concurrence avec les Français qui occupent officiellement Tahiti en décembre 1880. Tahiti fait partie de ce qu'on appelle la "Polynésie". Si l'ensemble des terres émergées ne couvre guère plus d'un demi-département français, en revanche, l'étendue de l'archipel est très grande puisqu'elle fait à peu près huit fois la "France".

**R.B. - Tu parles de Tahiti et de l'ensemble polynésien, mais y'a-t-il une nation polynésienne ou plusieurs ?**

F - On peut dire effectivement qu'il y a une nation polynésienne dans la mesure où, à quelques variantes dialectales près, on parle la même langue. On dit que les habitants de la Nouvelle-Zélande sont des Maoris et nous autres Tahitiens des Maohis. Maintenant, il est évident que vu le contexte géographique (une centaine d'îles dispersées), l'avenir de la Polynésie se place davantage dans une confédération de républiques polynésiennes que dans une impensable république centraliste.

**R.B. - Et 1963 ? Tu nous a dit que cette date représentait un tournant décisif dans l'histoire de votre pays ?**

F - Ça c'est sûr ! 1963, c'est la création à Tahiti du fameux Centre d'Expérimentation Atomique. Quand les Français ont perdu l'Algérie et du même coup le Sahara, ils se sont retrouvés sans champ d'essai pour leurs expériences atomiques et ils ont tout de suite pensé à nous comme "solution de remplacement"... Tout a changé depuis cette date. Avant 1963, malgré la présence française, on peut dire que Tahiti vivait en Autarcie : la vanille, le copra, la pêche et le tourisme constituaient ses principales ressources.

Aujourd'hui, la pollution nucléaire affecte la nourriture principale : le poisson, qui devient non seulement imangeable mais dangereux. On constate maintenant quarante cancers en moyenne par an.

Mais il y a pire. 1963 a amené chez nous un peuple massif : une bagatelle de 15 000 militaires français (sans compter leur famille) qui ont apporté avec eux toute la pourriture occidentale : bidonvilles, lupen prolétariat, prostitution, chômage (des seuls Polynésiens évidemment), alcoolisme etc...

**R.B. - On peut donc parler de colonie ou de ne plus ?**

F - Exactement, dans l'ensemble des îles Polynésiennes, la population se répartit de cette façon : 70 % de Polynésiens 5 % de Chinois 10 % d'Européens 15 % de Popaas



**R.B. - de Popaas... ?**

F - Ce sont les Européens nés ici, métissés ou non. Ils jouent le même rôle que les pieds-noirs en Algérie. Ce sont des laquais serviles du colonialisme. Quant aux Chinois, ils ont obtenu avec Pompidou la citoyenneté française. On peut comparer leur situation à celle des Juifs d'Algérie. Ils sont eux aussi, des alliés objectifs de la France. Je voulais préciser que les pourcentages que j'ai donné sont des pourcentages globaux mais par exemple pour Tahiti, les Polynésiens ne sont plus que 50 % de la population. En Nouvelle-Zélande c'est bien pire, il ne reste que 10 % de Polynésiens. On devient étrangers chez nous, les Français nous volent notre terre. A propos de justice sociale, sachez-vous que les Français gagnent ici deux fois et demie plus qu'en France... En plus, ils ne paient pas d'impôts...

**R.B. - Et le mouvement nationaliste ?**

F - Le père du nationalisme tahitien sous sa forme moderne est indiscutablement Pouvouna Oopa. Élu député à Paris sous une république gaullienne en 1958, une cabale a été montée contre lui par la police. Il a été exilé en France jusqu'en 1968, a amnistié à cette date, il retourna à Tahiti. Son retour a été un triomphe

et il fut élu aussitôt sénateur.

**R.B. - Le mouvement nationaliste est-il indépendantiste ou seulement autonomiste ?**

F - Il a été d'abord ouvertement séparatiste jusqu'à ce que de Gaulle ait dissout arbitrairement en 1963 le R.D.P.T. (Rassemblement du Peu-

**R.B. - Y avait-il des preuves contre eux ?**

F - Aucune. Seulement, il faut dire que la justice à Tahiti est pour le moins spéciale. C'est une justice coloniale.

...L'État français ne se dit un et indivisible que quand il l'arrange... Par exemple, les jurés sont français, la garde à vue illimitée, les avocats commis d'office. Ici, c'est toujours le Code d'instruction criminelle qui fonctionne alors qu'il est aboli depuis vingt ans en France et remplacé par le Code de procédure pénale. Savez-vous aussi qu'il n'y a pas chez nous de Code du Travail donc pas de lois sociales...

**R.B. - Et Charlie CHING ?**

F - Toujours emprisonné à la prison de Nuutania le 14 janvier 1978, quand éclate une mutinerie. Soixante mutins occupent la prison. Tous ces hommes n'étaient pas emprisonnés pour leurs idées politiques. Il y avait beaucoup de droits communs, pourtant, il y a eu en prison une véritable prise de conscience nationaliste. C'est, par exemple, mon cas. Je n'avais été emprisonné que pour ivresse sur la voie publique et je me suis retrouvé en plein dans le mouvement indépendantiste.

Au cours de cette mutinerie, un gardien fut tué par les mutins et un mutin tué par les C.R.S.. Nous avions déployé des banderoles avec les slogans : "Vive l'Indépendance", "Non aux expériences nucléaires", "Français rentrez chez vous"...

**R.B. - Mais n'est-ce pas une forme de racisme que de vouloir mettre les Français dehors ?**

F - Absolument pas, nous n'aurions rien contre les Français s'ils étaient venus en amis et non en conquérants. Vouloir les mettre dehors c'est de l'anticolonialisme et, de toutes façons... je ne vois pas comment nous pourrions être indépendants si les Français restaient chez nous, impossible ! Les Algériens l'ont compris avant nous.

**R.B. - Tout à fait d'accord. Comment s'est terminée la mutinerie ?**

F - Les "meneurs" comme ils disent, ont été jugés une première fois à Tahiti, le 10 mai 1978 et condamnés à des peines lourdes (travaux forcés à perpétuité, etc.). Mais cette fois l'opinion publique s'est émue et il y a eu un autre procès à Paris où nous avons été défendus par les avocats du Cabinet Leclerc. Les peines ont été diminuées. Il reste actuellement quatre indépendantistes en prison pour quinze ans encore : Marcel Tahitini, Jonas son frère, Roland Tefana, Viriamia Tauria.

Quant à Charlie Ching, contre lequel il n'y avait rien officiellement, il n'a été libéré qu'à l'amnistie de juin 1981 et a repris son rôle de leader du Taata Tahiti Tiamaraa.

**R.B. - Parle nous un peu de l'assemblée territoriale ?**

F - Bidon ! Elle n'est en fait que l'émanation du pouvoir colonial. Son rôle : donner son assentiment aux décisions de Paris. En fait, c'est le gouverneur qui a les pleins pouvoirs.

**R.B. - Et la langue tahitienne ?**

F - Après avoir été persécutée à l'école, elle est depuis peu enseignée conjointement au Français.

**R.B. - Pour conclure ?**

F - Mon problème maintenant est de rentrer à Tahiti car j'ai été libéré à Paris sans papiers et sans argent. Mon avenir ? Si je veux trouver du travail, il faudra que j'aille bosser à Mururoa au Centre atomique... En tous cas, je vais rejoindre le Taata Tahiti Tiamaraa. Je vous souhaite, à vous autres Bretons, d'obtenir aussi votre indépendance - Bretagne/Tahiti même combat !

Il existe un comité de soutien pour aider financièrement Félix à rentrer à Tahiti. L'adresse : Gilbert Nicolas 15, rue du Palais 29000 KEMPER (98) 55.63.76

Au sujet de l'implantation du Centre d'expérimentation atomique à Mururoa, toutes proportions gardées, c'est un peu ce qui attendait les gens de Plogoff, ce qui attend les gens du Carnet...

Au-delà du nucléaire, du paysage défiguré, c'est une civilisation, c'est tout un mode de vie qui sont menacés. C'est la liquidation d'un Peuple par absorption. Voyez ce qui est arrivé en Ecosse du Nord depuis la découverte du Pétrole ou ce qui est arrivé aux Indiens après la découverte d'or dans les Black Hills...

**VOUS**

**PARTAGEZ**

**NOS IDÉES ?**

**rejoignez**

**nous !**

# LE CARNET

Le 24 avril E.D.F. et le pouvoir français décidaient de nouveaux sondages sur le site nucléaire qu'ils envisagent au Carnet à St Viaud-Frossay dans l'estuaire de la Loire. Ils posent un ultimatum à la population par l'intermédiaire du maire de St Viaud, Conseiller Général : "Ou bien vous acceptez les sondages, et vous n'aurez pas de gardes mobiles, ou bien vous les refusez, et on vous les envoie."

Escomptaient-ils intimider ainsi les habitants du Carnet et fléchir leur détermination ? Car cet ultimatum traduit en clair :

— Vous refusez ces sondages et ce sera comme pour les premiers : quadrillage de la région, contrôles permanents, intimidations, séquestrations, dégradations, gaz C.S., grenades offensives, violences et tabassages blessures graves et hospitalisation des opposants lors des manifestations (un habitant du site handicapé physique piétiné et matraqué, un opposant l'œil crevé par une grenade offensive, un militant du S.P.V. la jambe fracturée par une grenade, de nombreux autres blessés), occupation du territoire par les militaires 24 h sur 24 durant tous les sondages, blocage de l'information.

Les habitants scandalisés les attendront de pied ferme, et le mercredi, on aura jamais vu une telle nuée de grenades offensives et de pingouins en treillis !

Les députés de la majorité gouvernementale sont occupés eux, pendant ce temps là, à guerroyer pour le respect des droits de l'homme et du citoyen... mais en Pologne bien sûr. De l'occupation du Pays de Retz par les gardes-mobiles, ils s'en battent l'œil ! Pensez donc ! ce ne sont que des militaires de la gauche.

## BLACK-OUT A L'INFORMATION

Toutefois, du projet nucléaire en Basse-Loire et des événements qu'il suscite, une grande partie de la Bretagne n'est pas informée ; elle doit subir le découpage administratif imposé par la France qui lui arrache une part de son territoire national, la Loire-Atlantique. Il lui est impossible d'apprendre ce qu'il en est vraiment par la presse, la radio ou la télé qui adoptent ces "régions" et collaborent ainsi à son démantèlement en bon serviteurs de l'état.

Par conséquent, nous devons retracer rapidement l'origine du projet pour situer l'opposition qu'il soulève actuellement en Loire Atlantique.

Il ne faut pas oublier que ce fameux projet du Carnet n'est autre que la Centrale "balladeuse" du Pellerin, inscrite comme celle de Plogoff au projet électro-nucléaire de Messmer et poursuivi par Giscard qui n'avait pu le réaliser en Bretagne devant l'opposition alors générale. Aujourd'hui c'est Mitterrand qui persiste.

"Mais les données ne sont plus les mêmes aujourd'hui" affirme Alain Chenard, député maire de Nantes. Et comme il a raison !

En effet l'état français a troqué son habit ; il porte aujourd'hui soutane rouge. Mais l'état français reste l'état français.

On entend aujourd'hui : "P.S. — Trahison", "bonnet blanc-blanc bonnet", et cela mérite bien quelques explications.

Avant l'élection du président des français et son gouvernement, le Parti Socialiste dans ses innombrables déclarations soutenait la lutte anti-nucléaire bretonne, tant à Plogoff qu'en Basse-Loire, n'oubliant pas de condamner les provocations policières et gouvernementales, le manque de démocratie.

Il est clair que le P.S. avait besoin des électeurs bretons et que pour ça, il était capable de n'importe quelle promesse, n'importe quelle gymnastique politique. Il s'inscrit là dans la ligne des partis français qui ont perpétuellement trompé le peuple breton, et qui malheureusement trouvent toujours des relais en Bretagne pour répercuter leurs voies.

Mais pour Plogoff certains disent : "Il est honnête ; il n'a pas fait la centrale on lui doit ça." Ceux-là feraient bien de réfléchir. Les bretons ne lui doivent rien. L'état français a abandonné Plogoff parce qu'il savait qu'il ne pourrait s'opposer à la détermination de toute la Bretagne ; Plogoff ce n'est pas Mitterrand qui l'a gagné, mais le peuple breton par son unité, sa résistance, sa force de combat. En abandonnant Plogoff, il est allé plus loin ; L'état P.S. a désamorcé une prise de conscience et une organisation qui devenaient un symbole et avait commencé à saper la puissance de l'état français en Bretagne.



Démocratie française...

C'est la lutte d'un peuple contre l'envahisseur, qui depuis trop longtemps lui impose ses structures et ses lois. Toutefois, la France n'a pas éteint pour autant l'incendie qu'elle avait allumé car le combat de Plogoff est aujourd'hui un symbole et témoin de la vitalité de notre peuple.

## ELECTIONS GAGNÉES, PLUS DE DANGERS

Aujourd'hui le P.S. est encore capable de n'importe quelle trahison. Après avoir déclaré qu'aucune nouvelle centrale ne serait construite si Mitterrand était élu, il se rétracte et envoie la troupe au Carnet. Ne pouvant choisir le Pellerin ou la résistance bat son plein, il repousse la centrale de quelques kilomètres et argue ainsi la non validité de ses engagements passés !

Il est utile de rappeler au P.S. ses déclarations :

"Construire une centrale nucléaire où que ce soit n'est pas sans poser des problèmes de sécurité ; construire une centrale à 15 kms de Nantes, au cœur de la Basse-Loire, c'est de l'IRRESPONSABILITÉ". (publication fédé. P.S. 44) et de rajouter : "si l'on n'est pas convaincu, la carte du plan de sécurité en cas d'accident est suffisamment claire". Cette carte publiée est l'adaptation du plan Orsec-Rad pour la Basse-Loire ; elle montre qu'une zone de 50 km de diamètre autour de la centrale serait bouclée par l'armée en cas d'accident et que la population ne pourrait en sortir et contaminer ainsi d'autres populations ; qu'à 6 kms de la centrale c'est la mort en cas d'accident grave, à 15 kms également. Nantes et St Nazaire sont à 30 et 25 kms à vol d'oiseau du Carnet...

Les deux sites du Carnet et de Rohars sont donc en plein cœur d'une Basse-Loire très fortement peuplée ; Nantes compte environ 500 000 habitants et reçoit la plus grande partie de l'année les vents d'ouest ; l'agglomération de St Nazaire à 25 kms qui compte à peu près 120 000 habitants mais également de nombreuses petites villes ou bourgs (Savenay, Paimboeuf, Malville, Frossay, Couëron, St Herblain...).

Les députés socialistes de la région affirment aujourd'hui : Nous sommes pour ce projet, car ce n'est plus au Pellerin à 15 kms de Nantes, mais au Carnet à 30 kms ou à Rohars. Alors rappelons nous : "Quand les socialistes disent Non à la centrale du Pellerin, ce n'est pas pour la mettre à Ingrandes, à Corsept (à côté de Rohars) ou ailleurs !" et "La politique énergétique de Giscard est le résultat de la course au profit !" (déclaration Fédé. P.S. 44).

Ces déclarations officielles ne manquent pas d'intérêt aujourd'hui !

E.D.F. a également effectué des sondages à Rohars, juste en face de Carnet, sur la rive nord de la Loire, à 6 kms de Savenay. Il est évident qu'ils ont ainsi tenté de couper la mobilisation sur la Loire Atlantique jusqu'à ce que le choix définitif soit établi (la décision devrait être prise à partir du 10 Juin) ; et il faut reconnaître que cela n'a pas été sans poser de problèmes. Mais toutefois, en baladant leur centrale, ils réussissent à sensibiliser toute la Basse Loire !

## HERVÉ, PLÉVEN DE LA GAUCHE...

La douche est froide pour ceux qui ont offert leur confiance et leur pouvoir à ces politiciens français, ou grands notables collabos ; ainsi Edmond Hervé, Maire de Rennes, aujourd'hui ministre de l'énergie qui pris d'hystérie francophile lors de la réunion de soutien aux candidats P.S. du Pays de Redon, lançait furibond, alors que la moitié de la salle lui demandait des comptes sur les violences au Carnet et le projet nucléaire : "Ils n'avaient pas à s'opposer à la loi ! La loi doit être respectée ! et puis vous ne représentez rien, je représente le peuple !" A quelqu'un qui lui parlait du projet Alter Breton, "C'est un projet idéaliste et politique", enfin à un autre qui lui prouvait que ses chiffres étaient faux et que la Bretagne intégrale avec la Loire Atlantique était excédentaire en production énergétique, "Même si la Loire Atlantique revenait à la Bretagne ! ce n'est pas elle qui compte, mais l'intérêt national de la France !" Ne peut-on être plus clair ?

# INSOUMISSION BRETONNE

Depuis 77, une nouvelle lutte s'est amorcée en Bretagne : c'est l'Insoumission Nationaliste Bretonne. A l'heure où HERVÉ KERRAIN et Bernard CORBEL sont emprisonnés pour 2 ans pour avoir revendiqué leur nationalisme breton face à la conscription française, Youn CHAILLOU et Yannig LEBECHEC, tous deux militants du M.I.B. (Mouvement d'Insoumission Bretonne) et habitant Nantes, s'apprêtent à leur tour à engager la lutte. République Bretonne les a rencontrés. Nous vous présentons l'entretien que nous avons eu.

R.B. : Depuis quand devriez-vous être à l'armée ?

Youn : — Nous étions tous deux convoqués le 29 mars 82 pour être incorporés dans le contingent du 1<sup>er</sup> avril... Le 29 parce que nous avions tous deux refusés de faire les trois jours ; par conséquent ils voulaient peut-être nous sélectionner. Évidemment, nous n'y avons pas été.

R.B. : — Pourquoi êtes-vous insoumis à l'armée ?

Yannig : — Ce n'est pas précisément contre l'armée que nous nous battons, nous sommes bien entendu anti-militaristes dans ce sens que nous refusons l'armée pilier des états et défenseur du capital, mais nous ne menons pas un combat philosophique ; car nous participons à un combat plus concret, celui de la libération nationale de la Bretagne. Les anti-militaristes "purs" à tendance non-violente risquent de tergiverser sur notre position vis à vis de l'armée ; nous leur disons simplement, qu'un peuple en armes ne peut être considéré comme une armée, que sa lutte est légitime, et que nous les soutenons. Nous ne condamnons pas les Basques, les Irlandais, les Kurdes ou les Afghans.

R.B. : — Mais les anti-militaristes n'ont pas fait tergiverser sur l'action des insoumis bretons, ainsi pour Kerrain et Corbel ils ont condamné et se sont désolidarisés.

Youn : — En effet, j'ai entendu parler des accusations ridicules portées à l'encontre de Kerrain et Corbel. Je souhaite que ce ne soit que par manque d'information et non par manque de réflexion. Il serait encore plus grave que ces positions aient été portées délibérément, c'est à dire en tant que défenseurs des juges, des militaires et de tous ceux qui occupent la Bretagne : la France.

R.B. : — Alors quelle est votre démarche en vous insoumettant ?

Youn : — Elle est simple, ou plus exactement logique. Nous sommes bretons, par conséquent nous n'avons pas à servir la France. En effet, elle part du fait que le Peuple Breton a depuis 400 ans une sangsue qui l'exploite, l'appauvrit, la déculture, l'asservit : c'est la France. Notre démarche est celle de nationalistes bretons qui résistent et luttent contre cette exploitation

coloniale. C'est une démarche qui peut paraître radicale mais nous pensons qu'elle est la seule possible pour un Breton.

R.B. : — Croyez-vous que la situation actuelle dans laquelle se trouve le Peuple Breton se prête à cette forme de lutte ?

Youn : — Mais nous sommes du Peuple Breton, c'est donc que celui-ci recelle un potentiel nationaliste que des siècles de colonisation n'a pas éteint. Notre action tend à le développer et à le renforcer en son sein. La preuve en est que si nous n'avions pas eu l'exemple de Jean-Pierre le Mat, Alan Coraud, Noël Evain, Bernard Corbel et Hervé Kerrain, nous ne serions pas là. A noter aussi que nous ne sommes pas que deux, mais nous sommes regroupés avec 6 autres bretons... et ce n'est que le germe d'une lutte qui est appelée à s'étendre.

Yannig : — Pour les français qui ont condamnés Kerrain et Corbel, nous dirons qu'ils avaient bien des prétentions à vouloir stopper la marche des Bretons vers leur libération nationale.

R.B. : — Pensez-vous que le Mouvement Breton progresse actuellement ?

Youn : — On peut dire que l'évolution du nationalisme breton est en bonne voie. Qu'il progresse c'est évident. Nous avons été très heureux de voir passer le 10 mai, la gauche au pouvoir ; beaucoup de Bretons attendaient quelque chose de ce changement. Qu'en est-il au bout d'un an ? Rien, ou plutôt non, nous avons gagné quelque chose de très important, la libération de nos prisonniers politiques. En dehors de cela, c'est le vide complet. Certains veulent faire croire que l'on a gagné Plogoff. C'est faux ; c'est uniquement la force et la détermination du Peuple Breton qui ont fait reculer l'état français. Jamais il n'aurait pu affronter notre Peuple. Aussi, cette progression du nationalisme breton est somme toute logique. Puisque les Bretons se trouvent dans des situations identiques quelles que soient les couleurs politiques dont se parent l'état français, ceux-ci sont de plus en plus nombreux à nous rejoindre. Il en est ainsi pour l'insoumission bretonne, il en sera de même pour tous les combats nationalistes en Bretagne.

L'insoumission bretonne sort d'un certain isolement où elle avait été artificiellement maintenue.

Son action est maintenant reconnue par d'autres organisations en Bretagne.

Aidez financièrement le MIB

BP  
22 - 44430 - LOROUX - B  
CCP 4 187 74 Y NANTES

Demandez-nous des pétitions. Aidez aussi Skoazell Vreizh qui les a pris en charge. Chez Per Loquet - Poull ar Feunteun 29219 Le Relecq Kerhuon

N'hésitez pas à leur écrire.

Bernard Corbel et Hervé Kerrain  
Prisonniers politiques bretons  
C 2 2 0  
56, bld Jacques Cartier  
35100 RENNES

## DOUAR BREIZH RÉPUBLIQUE BRETONNE

Rédacteur en Chef  
H. Frangeul

Comité de Rédaction  
Dominique Kobus  
Serge Le Fustec  
Philippe Colas  
Ariel Piou  
Lorans Conan

Numéro 5  
Prix de vente: 5 FF  
Directeur gérant :  
Ariel Piou  
1<sup>er</sup> année  
10 juin 1982

Commission paritaire  
No 50887

8 pages  
Publication mensuelle  
2, villa Bourg Lévêque  
35 000 Rennes  
Tel: (99) 54 26 49  
Imprimerie : Le Vallon

CE JOURNAL DOIT VIVRE !  
ABONNEZ VOUS !